

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE  
ARRONDISSEMENT DE MONTMORENCY  
COMMUNE DE MONTMORENCY  
(95160)

REPUBLIQUE FRANCAISE  
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

SEANCE DU 14 OCTOBRE 2024  
DELIBERATION N° 3

**OBJET : CONVENTION PORTANT SUR L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES BENEFICIAIRES  
DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

L'an deux mille vingt-quatre, à dix-neuf heures trente, le quatorze octobre,  
Les Membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, légalement convoqués,  
se sont réunis en mairie principale, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur THORY.

**Présents :**

M. THORY  
Mme NOACHOVITCH  
M. GALLIMIDI  
Mme BERRA  
M. TAYBI  
Mme CHENET  
Mme LEFORT  
Mme FAURE  
M. ROUEDE  
Mme BOISMARTEL  
M. STIERNON  
M. BERNEX

**Absents excusés :**

Mme DAUBELCOUR  
Mme DARROUX  
M. ESKENAZI  
M. LONGCHAMBON

**Absent :**

M. VLAD

*« La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification.*

*Elle peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Président du CCAS, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :*

*- à compter de la notification de la réponse ;*

*- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse du Président pendant ce délai. »*

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTMORENCY  
SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 OCTOBRE 2024

**DELIBERATION N° 3**

**OBJET : CONVENTION PORTANT SUR L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES BENEFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la Loi 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la Loi 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (R.S.A) et réformant les politiques d'insertion,

Vu le décret 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

Vu la délibération du 11 septembre 2009 relative à l'engagement du CCAS dans le dispositif R.S.A.,

Vu la délibération de l'assemblée départementale en date du 15 janvier 2016 relative à la convention d'accompagnement global entre le Département et Pôle Emploi,

Vu la délibération n° 3-02 de l'Assemblée départementale en date du 22 février 2019 portant sur les modalités de conventionnement des CCAS et des CIAS pour l'accompagnement social et la contractualisation des bénéficiaires du RSA,

Vu la délibération n° 3-24 de l'Assemblée départementale en date du 29 novembre 2019 portant sur le financement complémentaire accordé aux Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale (CCAS et CIAS) pour l'accompagnement global avec Pôle Emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA),

Vu la délibération n° 3-06 de l'Assemblée départementale en date du 26 mars 2021 portant sur la revalorisation financière accordée aux CCAS et CIAS pour l'accompagnement social et la contractualisation des bénéficiaires du RSA,

Vu la délibération n° 4-06 de l'Assemblée départementale en date du 31 mars 2023 portant adoption du Programme Départemental d'Insertion vers l'Emploi (PDIE) 2023-2027,

Vu la délibération n° 4-01 de la commission permanente en date du 1<sup>er</sup> juillet 2024 portant sur l'évolution du partenariat avec les centres communaux et intercommunaux d'action sociale pour l'accompagnement social et la contractualisation des bénéficiaires du revenu de solidarité active et leur revalorisation financière,

Considérant la volonté de développement du partenariat entre le Département et le CCAS, relatif à l'accompagnement social des bénéficiaires du R.S.A.,

Considérant que ce partenariat doit être formalisé par une convention,

Vu la note de présentation et sur rapport de Madame BERRA,

**Après en avoir délibéré,**

**Le Conseil d'Administration, à l'unanimité,**

DECIDE d'autoriser la signature de la convention pour l'année 2024 portant sur l'accompagnement social des bénéficiaires du RSA ainsi que tous avenants, annexes et documents afférents.

CLOS ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

La secrétaire de séance,  
**N. GERARD.**



Le Président,  
**M. THORY.**